

F. 2001 — 3060 (F. 2001 — 2308)

[2001/29447]

19 JUILLET 2001. — Décret portant confirmation des profils de formation de technicien/technicienne en agriculture, agent/agente technique de la nature et des forêts, ouvrier qualifié/ouvrière qualifiée en agriculture, technicien/technicienne de l'automobile, carrossier/carrossière, mécanicien/mécanicienne garagiste, métallier-soudeur/métallièrre-soudeuse, boulanger-pâtissier/boulangère-pâtissière, vendeur-retoucheur/vendeuse-retoucheuse, agent/agente en accueil et tourisme, technicien commercial/technicienne commerciale, vendeur/vendeuse, agent/agente d'éducation et animateur/animatrice définis conformément à l'article 6 du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire. — Erratum

Le texte du décret publié au *Moniteur belge* du 23 août 2001, p. 28260 et suivantes est complété par les annexes publiées en supplément au *Moniteur belge* de ce jour sous les folios — 1 — à — 572 —.

VERTALING

N. 2001 — 3060 (F. 2001 — 2308)

[2001/29447]

19 JULI 2001. — Decreet tot bekrachtiging van de opleidingsprofielen van mannelijk of vrouwelijk technicus landbouwkunde, mannelijk of vrouwelijk technisch beambte natuur en bossen, geschoold werkman/werkvrouw landbouwkunde, mannelijk of vrouwelijk technicus auto-industrie, mannelijk of vrouwelijk carrosseriebouwer, mannelijk of vrouwelijk automonteur, mannelijk of vrouwelijk metaalbewerker-lasser, mannelijk of vrouwelijk bakker-banketbakker, verkoper-retoucheur/verkoopster-retoucheuse, mannelijk of vrouwelijk beambte onthaal en toerisme, mannelijk of vrouwelijk commercieel medewerker, verkoper/verkoopster, opvoeder/opvoedster en animator/animatrice vastgelegd overeenkomstig artikel 6 van het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs. — Erratum

De tekst van het decreet verschenen in het *Belgisch Staatsblad* van 23 augustus 2001, blz. 28261 en volgende, wordt aangevuld met de bijlagen gepubliceerd in bijvoegsel bij *Belgisch Staatsblad* van heden onder de folio's — 1 — tot — 572 —.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST
MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 3061

[C — 2001/27648]

4 OCTOBRE 2001. — Arrêté du Gouvernement wallon décidant la mise en révision des plans de secteur de Charleroi et de Philippeville-Couvin en vue de l'inscription d'un projet de tracé d'une voie rapide à grand gabarit au sud de Charleroi sur le tronçon entre Charleroi et Somzée

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, modifié par le décret du 23 juillet 1998, par le décret du 16 décembre 1998 et par le décret du 6 mai 1999;

Vu l'arrêté royal du 10 septembre 1979 établissant le plan de secteur de Charleroi, modifié notamment par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 3 mai 1993;

Vu l'arrêté royal du 24 avril 1980 établissant le plan de secteur de Philippeville-Couvin, modifié notamment par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 12 janvier 1989 et par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 1998;

Considérant la demande du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports du 14 juin 2001 portant sur l'inscription aux plans de secteur de Charleroi et de Philippeville-Couvin du tracé de la section Charleroi-Somzée du futur axe autoroutier E420; considérant le dossier technique y annexé, dont certains éléments ont été réalisés pour le compte de la Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures (SOFICO);

Considérant la décision n° 1692/96/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 1996, sur les orientations communautaires pour le développement du réseau transeuropéen de transport;

Considérant le plan multimodal des transports de marchandises de la Région wallonne de 1999;

Considérant le schéma de développement de l'espace régional wallon adopté le 27 mai 1999;

Vu l'urgence motivée par le fait que :

- dans l'arsenal législatif de la Région wallonne, il n'existe pas de dispositions réglant les consultations envisagées par le projet d'arrêté;

- qu'il y a lieu dès lors de consulter en particulier sur ce point le Conseil d'Etat;

- et que l'essentiel de son avis ne devrait porter que sur ce point précis;

Vu l'avis 32.267/4 du Conseil d'Etat, donné le 26 septembre 2001, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que le projet s'inscrit dans le réseau RGG1 et consiste en un tronçon à deux fois deux voies de circulation et bande d'arrêt d'urgence en site propre, avec berme centrale en béton; considérant que les échangeurs ne sont pas localisés à ce stade du dossier;

Considérant que le projet routier constitue un tronçon de l'axe autoroutier européen visant à relier Rotterdam (Pays-Bas) à Marseille (France) via Amsterdam, Anvers, Bruxelles, Charleroi, Charleville-Mézières, Reims, Troyes, Dijon et Lyon;

Considérant que le dossier met en évidence que la N5 actuelle au sud de Charleroi absorbe un volume global de trafic entre 30 000 et 40 000 véhicules par jour selon les tronçons, pour les deux sens de circulation, se répartissant en trafic de transit international, transfrontalier, interrégional, régional vers le centre de Charleroi et en trafic local;

Considérant que les différentes fonctions de la N5 actuelle ne sont pas toujours compatibles entre elles et que le trafic actuel entraîne plusieurs situations problématiques; que l'aménagement de la N5 afin d'en renforcer la sécurité et de requalifier l'environnement de la voirie tout en maintenant les trafics soulève des difficultés;

Considérant que les perspectives d'évolution du trafic conduisent le Ministère wallon de l'Équipement et des Transports, sur base de différentes études, à estimer nécessaire la recherche d'une solution aux problèmes de la N5 dans la réalisation d'une nouvelle infrastructure dont une des fonctions serait de délester la voirie actuelle d'une partie du trafic actuel et futur;

Considérant les rôles identifiés par le Ministère wallon de l'Équipement et des Transports pour la nouvelle liaison, à savoir la fonction de liaison internationale pour drainer le trafic de transit au sud de Charleroi et l'orienter vers le réseau autoroutier wallon, ou nationale pour attirer le trafic cherchant à atteindre la périphérie de Charleroi, ainsi que pour capter les trafics locaux visant à rejoindre les grands axes extérieurs à Charleroi;

Considérant que la N5 actuelle continuerait d'être l'accès principal au centre de Charleroi pour le trafic de la périphérie sud;

Considérant que le tronçon compris entre le sud de l'agglomération de Charleroi et Charleville-Mézières n'est pas calibré au gabarit adéquat permettant d'accueillir, dans des conditions optimales de sécurité, de mobilité et d'efficacité, un trafic important à vocation notamment internationale;

Considérant que par sa décision du 29 octobre 1998, le Gouvernement wallon a adopté définitivement la modification du plan de secteur de Philippeville-Couvin portant sur l'inscription du contournement de Couvin et son prolongement par la liaison Couvin-Brûly, qui constituent un maillon de cette liaison Charleroi-Charleville-Mézières;

Considérant par ailleurs que des améliorations de la liaison internationale Rotterdam-Marseille ont déjà été réalisées sur le territoire français;

Considérant à ce stade de l'examen du dossier que plusieurs tracés permettraient la réalisation éventuelle de la liaison; qu'il importe que ces tracés fassent l'objet d'études plus approfondies;

Considérant qu'il s'indique de prévoir un périmètre de réservation de part et d'autre de chacun des tracés de manière à pouvoir les affiner éventuellement ultérieurement sur les plans technique et environnemental;

Considérant que le Gouvernement wallon a pris acte du rapport qui lui a été présenté, permettant d'arrêter les périmètres de réservation de plusieurs tracés qu'il y a lieu de prévoir aux plans de secteur de Charleroi et de Philippeville-Couvin;

Considérant que, conformément à l'article 108, § 3, du Code, lorsque la révision du plan de secteur a été décidée, le fonctionnaire délégué peut émettre un avis défavorable en s'écartant du plan de secteur en vigueur;

Considérant qu'il convient par conséquent de prendre les mesures nécessaires pour éviter le développement de constructions sur les parties de territoire concernées par ces tracés potentiels et leur périmètre de réservation;

Considérant que dans un souci de démocratie et de transparence des décisions en matière d'aménagement du territoire, il convient de favoriser une participation effective de la population au processus décisionnel dès que celui-ci est initié, soit, en l'occurrence, dès la préparation des avant-projets de révision des plans de secteur de Charleroi et de Philippeville-Couvin;

Considérant que l'article 4 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine donne au Gouvernement la possibilité de décider de toutes formes supplémentaires de publicité et de consultation;

Considérant que, bien que celle-ci ne soit pas prévue par les articles 42 à 44 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, une consultation préalable et volontaire d'un large public peut revêtir pour ce dossier une importance toute particulière pour assurer le bon déroulement de la procédure liée à la délivrance du permis d'urbanisme et éviter que la localisation générale de l'infrastructure soit remise en cause à un stade fort avancé;

Considérant que le projet de construction de la E420 étant envisagé par une personne de droit public, il s'agit d'éviter que le choix du tracé retenu lors de l'adoption définitive des révisions de plans de secteur soit contesté durant la phase de consultation obligatoire du public sur la demande de permis d'urbanisme, telle que prévue par l'article 27, § 1^{er}, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 31 octobre 1991 portant exécution du décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne;

Considérant qu'au vu du présent dossier, il est en conséquence judicieux que, lors de l'établissement des avant-projets de plans de secteur modificatifs, il soit tenu compte des résultats de la participation du public et des alternatives crédibles formulées lors de la consultation préalable volontaire. Il s'agit, en effet, de garantir que ces alternatives éventuelles au tracé présenté par le Ministère wallon de l'Équipement et des Transports soient examinées dans le cadre de l'étude d'incidences à laquelle sera soumis l'avant-projet de plan de secteur, en application de l'article 42, alinéa 3, du Code. Il s'impose, en effet, de tenir compte de l'arrêt n° 79.736 rendu par le Conseil d'Etat le 1^{er} avril 1999 et qui suspend l'exécution du permis d'urbanisme délivré en vue de l'achèvement de la RN25; que la décision de retenir des tracés, tant à l'Ouest qu'à l'Est de la N5 actuelle pour l'application de l'article 108, § 3, trouve un intérêt supplémentaire pour l'organisation de cette consultation préalable;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le Gouvernement décide de soumettre à révision le plan de secteur de Charleroi et le plan de secteur de Philippeville-Couvin en vue de l'inscription du projet de tracé d'une voie rapide à grand gabarit entre Charleroi et Somzée.

§ 2. Les périmètres concernés au § 1^{er} sont délimités sur le plan ci-annexé concernant les planches n^{os} 46/7, 46/8, 52/3 et 52/4 du plan de secteur de Charleroi et les planches n^{os} 52/4 et 52/8 du plan de secteur de Philippeville-Couvin, sur le territoire des communes de Charleroi, Ham-sur-Heure-Nalinnes, Gerpennes, Châtelet et Walcourt.

§ 3. Le plan peut être consulté au Ministère de la Région wallonne, Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, Direction de Hainaut II, rue de l'Écluse 22, 6000 Charleroi, et Direction de Namur, place Léopold 3, 5000 Namur.

Art. 2. § 1^{er}. L'étude d'incidences est précédée d'une phase de consultation volontaire du public selon les modalités prévues aux §§ 2, 3, 4, 5 et 6 du présent article.

§ 2. La Région wallonne transmet aux administrations communales de Charleroi, Ham-sur-Heure-Nalinnes, Walcourt, Gerpennes et Châtelet un dossier comportant les documents suivants :

1° l'arrêté du Gouvernement wallon prescrivant l'établissement d'une étude d'incidences et en déterminant le contenu ainsi que les plans qui y sont annexés;

2° une copie de la lettre par laquelle la Région wallonne notifie son choix de l'auteur de l'étude.

§ 3. Dans les huit jours de la réception des documents visés au § 2, et pendant une durée de trente jours, les administrations communales affichent des avis conformes au modèle figurant en annexe I du présent arrêté :

1° aux endroits habituels d'affichage;

2° à trois endroits proches du lieu où le projet doit être réalisé, le long d'une voie publique carrossable ou de passage.

Les avis sont imprimés en noir sur papier de couleur jaune; ils ont au moins 35 dm².

Pendant toute la durée de leur exposition, les avis doivent être parfaitement visibles et lisibles.

§ 4. Pendant trente jours à dater du début de l'affichage, les documents visés au § 2 peuvent être consultés aux administrations communales.

§ 5. Entre le sixième et le quinzième jour à dater du début de l'affichage, chaque administration communale organise une réunion d'information à laquelle la population est invitée.

Sont également convoqués à la réunion et peuvent s'y faire représenter :

1. le Gouvernement wallon;
2. l'auteur de l'étude d'incidences des plans de secteur;
3. l'autorité compétente;
4. les administrations compétentes;
5. le conseil communal qui peut y déléguer deux de ses membres au plus.

La réunion a pour but :

- 1° de permettre la présentation du projet;
- 2° de permettre à la population de s'informer et d'émettre des suggestions relatives au projet.

Le bourgmestre ou son représentant préside la réunion et en dresse le procès-verbal.

§ 6. Pendant le délai d'affichage, toute personne pourra proposer une alternative au projet initial en l'adressant par écrit et en y indiquant ses nom et adresse.

§ 7. Dans les cinq jours de l'expiration du délai d'affichage, l'administration communale notifie aux personnes et autorités visées § 5, alinéa 2, le procès-verbal de la réunion d'information et une copie des alternatives proposées conformément au § 6.

Dans le même délai, l'administration communale notifie les mêmes documents aux autres personnes qui se sont rendues à la réunion d'information et qui ont fait acter leur présence au procès-verbal.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Le Ministre de l'Aménagement du Territoire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 octobre 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ANNEXE

Décision du Gouvernement wallon relative à la mise en révision des plans de secteur de Charleroi et de Philippeville-Couvin en vue de l'inscription d'un projet de tracé d'une voie rapide à grand gabarit au sud de Charleroi sur le tronçon entre Charleroi et Somzée

CONSULTATION VOLONTAIRE DU PUBLIC

AVIS A LA POPULATION

L'administration communale de informe la population que le Gouvernement décide de soumettre à révision le plan de secteur de CHARLEROI et le plan de secteur de PHILIPPEVILLE-COUVIN en vue de l'inscription du projet de tracé de voie rapide à grand gabarit entre Charleroi et Somzée.

Les périmètres concernés sont délimités sur les planches n^{os} 46/7, 46/8, 52/3 et 52/4 du plan de secteur de CHARLEROI et les planches n^{os} 52/4 et 52/8 du plan de secteur de PHILIPPEVILLE-COUVIN, sur le territoire des communes de Charleroi, Ham-sur-Heure-Nalinnes, Gerpennes, Châtelet et Walcourt.

Le plan peut être consulté au Ministère de la Région wallonne, Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, Direction de Hainaut II, rue de l'Ecluse 22, 6000 Charleroi, et Direction de Namur, place Léopold 3, 5000 Namur.

Cette décision doit encore faire l'objet d'une étude d'incidences des plans de secteur.

Pour faire en sorte que cette étude prenne en compte les souhaits et les suggestions de la population, quiconque est invité à :

1° consulter

a) l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 octobre 2001 décidant la mise en révision des plans de secteur de CHARLEROI et de PHILIPPEVILLE-COUVIN en vue de l'inscription du projet de tracé d'une voie rapide à grand gabarit entre Charleroi et Somzée;

b) le contenu de l'étude d'incidences;

c) le plan annexé à l'arrêté du Gouvernement;

à l'adresse suivante
aux jours et heures suivantes

2° assister à la réunion d'information organisée par l'administration communale, à l'adresse suivante
le à heures

3° introduire par écrit ses propositions d'alternatives en les adressant

à avant le

Le secrétaire communal,

Le bourgmestre,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 octobre 2001 décidant la mise en révision des plans de secteur de CHARLEROI et de PHILIPPEVILLE-COUVIN en vue de l'inscription du projet de tracé d'une voie rapide à grand gabarit entre Charleroi et Somzée.

Namur, le 4 octobre 2001.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2001 — 3061

[C — 2001/27648]

4. OKTOBER 2001 — Erlass der Wallonischen Regierung über den Beschluss, die Sektorenpläne Charleroi und Philippeville-Couvin einer Revision zu unterziehen, um das Projekt der Trasse einer Schnell- und Hauptverkehrsstrasse auf dem Abschnitt zwischen Charleroi und Somzée einzutragen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. November zur Abänderung des wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, abgeändert durch die Dekrete vom 23. Juli 1998, 16. Dezember 1998 und vom 6. Mai 1999;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 10. September 1979 zur Festlegung des Sektorenplans Charleroi, in seiner insbesondere durch den Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 3. Mai 1993 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 24. April 1980 zur Festlegung des Sektorenplans Philippeville-Couvin, in seiner insbesondere durch den Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 12. Januar 1989 und den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 1998 abgeänderten Fassung;

In Erwägung des Antrags des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen vom 14. Juni 2001 bezüglich der Eintragung in die Sektorenpläne von Charleroi und Philippeville-Couvin der Trasse des Abschnitts Charleroi-Somzée der künftigen Autobahnachse E420; in Erwägung der beigefügten technischen Akte, von der bestimmte Teile für Rechnung der "Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures (SOFICO)" (Wallonische Gesellschaft für die zusätzliche Finanzierung der Infrastrukturen) aufgestellt worden sind;

Aufgrund der Entscheidung Nr. 1692/96/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 23. Juli 1996 über gemeinschaftliche Leitlinien für den Aufbau eines transeuropäischen Verkehrsnetzes;

Aufgrund des 1999 erstellten Plans der Wallonischen Region für einen multimodalen Gütertransport;

Aufgrund des am 27. Mai 1999 verabschiedeten Entwicklungsplans des regionalen Raums;

Aufgrund der durch folgende Tatsachen begründeten Dringlichkeit:

- in der gesamten Gesetzgebung der Wallonischen Region gibt es keine Bestimmungen, welche die im Projekt des Erlasses geplanten Befragungen regeln;

- es besteht daher der Anlass, insbesondere zu diesem Punkt den Staatsrat zu Rate zu ziehen;

- die wesentlichsten Punkte seines Gutachtens sollten nur diesen genauen Gegenstand betreffen;

Aufgrund des am 26. September 2001 vom Staatsrat in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 2°, der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 32.267/4;

In der Erwägung, dass sich das Projekt in das Netz RGG1 einfügt, und einen Straßenabschnitt mit zweimal zwei Fahrspuren mit eigener Haltespur und Mittelstreifen aus Beton betrifft; in der Erwägung, dass der Standort der Straßenkreuze in diesem Stadium der Akte noch nicht festgelegt ist;

In der Erwägung, dass das Straßenbauvorhaben einen Abschnitt der europäischen Autobahnachse zur Herstellung einer Verbindung zwischen Rotterdam (Niederlande) und Marseille (Frankreich) über Amsterdam, Antwerpen, Brüssel, Charleroi, Charleville-Mézières, Reims, Troyes, Dijon und Lyon darstellt;

In der Erwägung, dass aus der Akte hervorgeht, dass die gegenwärtige N5 südlich von Charleroi ein gesamtes Verkehrsvolumen von 30.000 bis 40.000 Fahrzeugen pro Tag je nach den Abschnitten und für beide Verkehrsrichtungen aufnimmt, das sich wie folgt zusammensetzt: internationaler Transitverkehr, grenzüberschreitender Verkehr, interregionaler Verkehr, regionaler Verkehr nach dem Zentrum von Charleroi und örtlicher Verkehr;

In der Erwägung, dass die verschiedenen Funktionen der gegenwärtigen N5 nicht immer miteinander vereinbar sind, und dass der Ausbau der N5 zur Stärkung der Sicherheit und Aufwertung der näheren Umgebung der Straße unter Erhaltung der unterschiedlichen Verkehrskategorien Schwierigkeiten bereitet;

In der Erwägung, dass das Wallonische Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen aufgrund der voraussichtlichen Verkehrsentwicklung nach verschiedenen Studien es für notwendig erachtet, die Lösung für die Probleme der N5 in der Schaffung einer neuen Infrastruktur zu finden, von der eine der Funktionen in der Aufnahme eines Teils des aktuellen und künftigen Verkehrs der gegenwärtigen Straße bestünde;

In Erwägung der von dem Wallonischen Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen für die neue Verbindung identifizierten Funktionen, nämlich als internationale Verbindungsstrecke für die Aufnahme des Transitverkehrs südlich von Charleroi und die Orientierung dieses Verkehrs in Richtung des wallonischen Autobahnnetzes, als nationale Verbindungsstrecke zur Aufnahme des Verkehrs in Richtung der Peripherie von Charleroi, und zum Auffangen des örtlichen Verkehrs in Richtung der großen Verkehrsachsen außerhalb von Charleroi;

In der Erwägung, dass die aktuelle N5 weiterhin die Hauptzufahrt zum Zentrum von Charleroi für den Verkehr in der südlichen Peripherie bleiben würde;

In der Erwägung, dass der Abschnitt zwischen dem Süden der Ortschaft Charleroi und Charleville-Mézières nicht über das geeignete Größenprofil verfügt, um unter optimalen Sicherheits-, Mobilitäts- und Effizienzbedingungen einen bedeutenden Verkehr, insbesondere mit internationalem Charakter, aufzunehmen;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung durch ihren Beschluss vom 29. Oktober 1998 die Abänderung des Sektorenplans Philippeville-Couvin endgültig verabschiedet hat, die in der Eintragung der Umleitung von Couvin und deren Verlängerung durch die Verbindung Couvin-Brüly, d.h. ein bedeutendes Glied der Strecke Charleroi-Charleville-Mézières, besteht;

In der Erwägung, dass die internationale Verbindung Rotterdam-Marseille bereits auf dem französischen Grundgebiet verbessert worden ist;

In der Erwägung dass es im aktuellen Stadium der Untersuchung der Akte mehrere mögliche Trassen gibt, welche die eventuelle Verwirklichung dieser Verbindung ermöglichen würden, und dass es von Bedeutung ist, dass diese Trassen genauer untersucht werden;

In der Erwägung, dass es Anlass gibt, einen Reserveumkreis auf beiden Seiten jeder dieser Trassen vorzusehen, um sie ggf. auf technischer wie auch auf umweltbezogener Ebene nachträglich näher bestimmen zu können;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung von dem ihr übermittelten Bericht Kenntnis genommen hat, auf dessen Grundlage die Reserveumkreise verschiedener Trassen festgelegt werden können, die in den Sektorenplänen Charleroi und Philippeville-Couvin vorgesehen werden sollten;

In der Erwägung, dass der beauftragte Beamte unter Einhaltung des Artikels 108, § 3, des Gesetzbuches tatsächlich in diesem Rahmen ein ungünstiges Gutachten abgeben kann, indem er vom gültigen Sektorenplan abweicht, wenn eine Revision des Sektorenplans beschlossen wurde;

In der Erwägung, dass die erforderlichen Maßnahmen somit getroffen werden müssen, um zu verhindern, dass auf den durch diese potentiellen Trassen und deren Reserveumkreis betroffenen Gebietsteilen gebaut wird;

In der Erwägung, dass es im Sinne der Demokratie und der Transparenz der Beschlüsse im Bereich der Raumordnung angemessen ist, die tatsächliche Beteiligung der Bevölkerung an dem Entscheidungsverfahren zu fördern, sobald dieses in Gang gesetzt wird, d.h. in diesem Falle ab der Vorbereitung der Vorentwürfe zur Revision der Sektorenpläne Charleroi und Philippeville-Couvin;

In der Erwägung, dass die Regierung laut Artikel 4 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe über alle sonstigen Bekanntmachungs- und Befragungsformen entscheiden kann;

In der Erwägung, dass eine vorangehende und freiwillige Befragung einer breiten Öffentlichkeit, obwohl sie in den Artikeln 42 und 44 des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe nicht vorgeschrieben ist, für die vorliegende Akte von besonderer Bedeutung sein kann um einen guten Ablauf des Verfahrens bezüglich der Gewährung der Städtebaugenehmigung zu gewährleisten und eine Infragestellung der allgemeinen Standortplanung der Infrastruktur in einem sehr fortgeschrittenen Stadium des Vorhabens zu vermeiden;

In der Erwägung, dass es unter Berücksichtigung der Tatsache, dass das Projekt bezüglich des Baus der E420 von einer öffentlich-rechtlichen Person eingeleitet wird, darauf ankommt, zu verhindern, dass die bei der endgültigen Verabschiedung der Revisionen der Sektorenpläne gewählte Trasse während der obligatorischen Befragung der Öffentlichkeit über den Antrag auf die Städtebaugenehmigung laut Artikel 27 § 1 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 31. Oktober 1991 zur Ausführung des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region bestritten wird;

In der Erwägung, dass es angesichts der vorliegenden Akte folglich ratsam ist, bei der Aufstellung der Vorentwürfe zur Abänderung von Sektorenplänen die Ergebnisse der Beteiligung der Bevölkerung und die bei der vorherigen freiwilligen Befragung schlagkräftigen Alternativen zu berücksichtigen. Es gilt in der Tat zu garantieren, dass diese möglichen Alternativen zu den vom Wallonischen Ministerium für Ausrüstung und Transportwesen vorgeschlagenen Trassen ebenfalls im Rahmen der Umweltverträglichkeitsprüfung untersucht werden, welcher der Vorentwurf in Anwendung von Artikel 42, Absatz 3, des Gesetzbuches unterzogen wird. Hier gilt es in der Tat, dem Urteil des Staatsrats Nr. 79.736 vom 1. April 1999 zur Aufhebung der Durchführung der zwecks der Vollendung der RN25 gewährten Städtebaugenehmigung Rechnung zu tragen; in der Erwägung, dass sich aufgrund des Beschlusses, Trassen sowohl östlich als westlich der gegenwärtigen N5 im Hinblick auf die Anwendung des Artikels 108, § 3, in Betracht zu ziehen, ein zusätzliches Interesse für die Organisation dieser vorherigen Befragung ergibt;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - § 1. Die Regierung beschließt, die Sektorenpläne Charleroi und Philippeville-Couvin einer Revision zu unterziehen, zwecks der Eintragung des Projekts der Trasse für eine Schnell- und Hauptverkehrsstraße zwischen Charleroi und Somzée.

§ 2. Die durch § 1 betroffenen Umkreise werden auf dem beiliegenden Plan abgegrenzt, was die Karten 46/7, 46/8, 52/3 und 52/4 des Sektorenplans von Charleroi und die Karten 52/4 und 52/8 des Sektorenplans von Philippeville-Couvin, auf dem Gebiet der Gemeinden Charleroi, Ham-sur-Heure/Nalinnes, Gerpennes, Châtelet und Walcourt angeht.

§ 3. Der Plan kann bei dem Ministerium der Wallonischen Region, Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes, Direktion Hennegau II, rue de l'Écluse 22, 6000 Charleroi und Direktion Namur, place Léopold 3, 5000 Namur, eingesehen werden.

Art. 2 - § 1. Der Umweltverträglichkeitsprüfung geht eine Phase der freiwilligen Befragung der Öffentlichkeit voraus, gemäß den in den Paragraphen 2, 3, 4, 5 und 6 des vorliegenden Artikels vorgesehenen Durchführungsbestimmungen.

§ 2. Die Wallonische Region übermittelt den Gemeindeverwaltungen von Charleroi, Ham-Sur-Heure-Nalinnes, Walcourt, Gerpennes und Châtelet eine Akte mit folgenden Unterlagen:

1° der Erlass der Wallonischen Regierung, durch den die Einleitung einer Umweltverträglichkeitsprüfung vorgesehen und deren Inhalt festgelegt wird und die ihm beigefügten Pläne;

2° eine Kopie des Briefes, durch den die Wallonische Region ihre Wahl des Autors der Umweltverträglichkeitsprüfung bezüglich der Sektorenpläne mitteilt.

§ 3. Innerhalb von acht Tagen ab dem Eingang der in § 2 genannten Unterlagen hängen die Gemeindeverwaltungen während einer Dauer von dreißig Tagen Bekanntmachungen aus, die dem in der Anlage I zum vorliegenden Erlass dargestellten Muster entsprechen:

1° an den üblichen Anschlagstellen;

2° an drei Stellen in der Nähe des Ortes, wo das Projekt durchgeführt werden soll, entlang einer öffentlichen fahrbaren oder Durchfahrtsstraße.

Diese Bekanntmachungen sind auf gelbem Papier schwarz bedruckt; sie sind mindestens 35 dm² groß.

Während ihrer ganzen Aushangzeit müssen die Bekanntmachungen gut sichtbar und leserlich sein.

§ 4. Die in § 2 genannten Unterlagen können während dreißig Tagen ab dem Anfang der Aushangfrist bei den Gemeindeverwaltungen eingesehen werden.

§ 5. Zwischen dem sechsten und dem fünfzehnten Tag ab dem Anfang der Aushangfrist veranstaltet jede Gemeindeverwaltung eine Informationsversammlung, zu der die Bevölkerung eingeladen wird.

Werden ebenfalls zu dieser Versammlung eingeladen und können sich vertreten lassen:

1. die Wallonische Regierung;
2. der Autor der Umweltverträglichkeitsprüfung;
3. die zuständige Behörde;
4. die zuständigen Verwaltungen;
5. der Gemeinderat, der sich von höchstens zwei Mitgliedern vertreten lassen kann.

Diese Versammlung hat zum Zweck:

- 1° die Vorstellung des Projekts;
- 2° die Information der Bevölkerung, wobei ihr die Möglichkeit gegeben wird, Anregungen bezüglich des Projekts zu äußern.

Der Bürgermeister oder sein Vertreter führt den Vorsitz über die Versammlung und nimmt darüber ein Protokoll auf.

§ 6. Während der Aushangzeit kann jede Person eine Alternative zum ursprünglichen Projekt vorschlagen; dieser Vorschlag muss schriftlich übermittelt werden, und den Namen und die Anschrift der Person anführen.

§ 7. Innerhalb fünf Tagen nach Ablauf der Aushangzeit stellt die Gemeindeverwaltung den in § 5, Absatz 2, angeführten Personen das Protokoll der Informationsversammlung und eine Kopie der gemäß § 6 vorgeschlagenen Alternativen zu.

Innerhalb der gleichen Frist stellt die Gemeindeverwaltung dieselben Unterlagen den anderen Personen zu, die an der Informationsversammlung teilgenommen haben und Ihre Anwesenheit im Protokoll haben beurkunden lassen.

Art. 3 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 4 - Der Minister der Raumordnung wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 4. Oktober 2001

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

ANLAGE

Beschluss der Wallonischen Regierung bezüglich der Revision der Sektorenpläne Charleroi und Philippeville-Couvin, um das Projekt der Trasse einer Schnell- und Hauptverkehrsstraße auf dem Abschnitt zwischen Charleroi und Somzée einzutragen

FREIWILLIGE BEFRAGUNG DER ÖFFENTLICHKEIT

BEKANNTMACHUNG AN DIE BEVÖLKERUNG

Die Gemeindeverwaltung von informiert die Bevölkerung über den Beschluss der Wallonischen Regierung, den Sektorenplan von CHARLEROI und den Sektorenplan von PHILIPPEVILLE-COUVIN einer Revision zu unterziehen, um das Projekt der Trasse einer Schnell- und Hauptverkehrsstraße auf dem Abschnitt zwischen Charleroi und Somzée einzutragen.

Die betreffenden Umkreise sind auf den Karten 46/7, 46/8, 52/3 und 52/4 des Sektorenplans von CHARLEROI und auf den Karten 52/4 und 52/8 des Sektorenplans von PHILIPPEVILLE-COUVIN, auf dem Gebiet der Gemeinden Charleroi, Ham-sur-Heure/Nalines, Gerpennes, Châtelet und Walcourt abgegrenzt.

Der Plan kann beim Ministerium der Wallonischen Region, Generaldirektion der Raumordnung, des Wohnungswesens und des Erbes, Direktion Hennegau II, rue de l'Ecluse 22, 6000 Charleroi, und Direktion Namur, place Léopold 3, 5000 Namur, eingesehen werden.

Dieser Beschluss muss noch den Gegenstand einer Umweltverträglichkeitsprüfung der Sektorenpläne bilden.

Damit bei dieser Prüfung die Wünsche und Anregungen der Bevölkerung berücksichtigt werden, wird jeder einer ersucht:

1° Einsicht in folgende Unterlagen zu nehmen:

d) Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Oktober 2001 über den Beschluss, die Sektorenpläne Charleroi und Philippeville-Couvin einer Revision zu unterziehen, um das Projekt der Trasse einer Schnell- und Hauptverkehrsstraße auf dem Abschnitt zwischen Charleroi und Somzée einzutragen;

- e) Der Inhalt der Umweltverträglichkeitsprüfung;
 f) Der dem Erlass der Regierung beigefügte Plan;
 an folgender Anschrift:
 an folgenden Tagen und während dieser Uhrzeiten:

2° der von der Gemeindeverwaltung veranstalten Informationsversammlung beizuwohnen, an folgender Anschrift:
 am um Uhr;

3° schriftlich Alternativlösungen vorzuschlagen, an folgender Anschrift:
 und dies vor dem

Der Gemeindesekretär,

Der Bürgermeister,

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung über den Beschluss, die Sektorenpläne Charleroi und Philippeville-Couvin einer Revision zu unterziehen, um das Projekt der Trasse einer Schnell- und Hauptverkehrsstraße auf dem Abschnitt zwischen Charleroi und Somzée einzutragen, als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 4. Oktober 2001

Der Minister-Präsident,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
 M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2001 — 3061

[C – 2001/27648]

4 OKTOBER 2001. — Besluit van de Waalse Regering waarbij beslist wordt om de gewestplannen Charleroi en Philippeville-Couvin aan een herziening te onderwerpen met het oog op de opnemings van een ontwerp-tracé voor een brede snelverkeersweg bezuiden Charleroi op het baanvak tussen Charleroi en Somzée

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 november 1997 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, gewijzigd bij het decreet van 23 juli 1998, bij het decreet van 16 december 1998 en bij het decreet van 6 mei 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 september 1979 waarbij het gewestplan Charleroi wordt opgesteld, inzonderheid gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 3 mei 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 april 1980 waarbij het gewestplan Philippeville-Couvin wordt opgesteld, inzonderheid gewijzigd het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 12 januari 1989 en bij het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 1998;

Gelet op de vraag van het Ministerie van Uitrustingen en Vervoer van 14 juni 2001 betreffende de opnemings in de gewestplannen Charleroi en Philippeville-Couvin van het tracé voor het baanvak Charleroi-Somzée voor de toekomstige autosnelweg E420; gelet op het bijgevoegde technische dossier waarvan bepaalde bestanddelen zijn verwezenlijkt in opdracht van de "Société wallonne de financement complémentaire des infrastructures" (SOFICO, Waalse maatschappij voor de aanvullende financiering van de infrastructures);

Gelet op het besluit nr. 1692/96/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 23 juli 1996 betreffende communautaire richtsnoeren voor de ontwikkeling van een transeuropees vervoersnet;

Gelet op het multimodale plan voor het vervoer van goederen van het Waalse Gewest van 1999;

Gelet op het Waalse gewestelijk ruimtelijk ontwikkelingsplan, goedgekeurd op 27 mei 1999;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat :

- er in het wetgevend arsenaal van het Waalse Gewest geen bepaling bestaat waarbij de door het ontwerp-besluit vooropgestelde raadplegingen geregeld worden;

- er bijgevolg aanleiding is om in het bijzonder voor dat punt de Raad van State te raadplegen;

- diens advies in wezen enkel op dat bepaalde punt zou moeten slaan;

Gelet op het advies 32.267/4 van de Raad van State, gegeven op 26 september 2001, in toepassing van artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat het ontwerp deel uitmaakt van het netwerk RGG1 en bestaat uit één vak van twee keer twee rijstroken en een afzonderlijke pechstrook, met een centrale berm uit beton; overwegende dat de verkeerswisselaars in deze fase van het dossier nog niet gelokaliseerd zijn;

Overwegende dat het wegontwerp een wegvak is op de Europese snelweg die Rotterdam (Nederland) met Marseille (Frankrijk) moet verbinden via Amsterdam, Antwerpen, Brussel, Charleroi, Charleville-Mézières, Reims, Troyes, Dijon en Lyon;

Overwegende dat uit het dossier duidelijk blijkt dat de huidige N5 bezuiden Charleroi dagelijks, al naar gelang van de baanvakken, een globaal verkeersvolume van 30 000 tot 40 000 voertuigen in beide richtingen moet opvangen en dat dat volume uiteenvalt in internationaal doorgangsverkeer, grensverkeer, intergewestelijk doorgangsverkeer, gewestelijk doorgangsverkeer naar het centrum van Charleroi en plaatselijk verkeer;

Overwegende dat de verschillende functies van de huidige N5 niet altijd onderling verenigbaar zijn en dat door toedoen van de huidige verkeersstroom verschillende problematische toestanden ontstaan; dat de aanpassing van de N5 met als doel een hogere veiligheid en een verbeterde wegomgeving met behoud van die stromen moeilijkheden teweegbrengt;

Overwegende dat de vooruitzichten inzake de verkeersstroom het Waalse Ministerie van Uitrustingen en Vervoer er op grond van verschillende studies toe leiden te menen dat de oplossing van de problemen in verband met de N5 noodzakelijkerwijs in de aanleg van een nieuwe infrastructuur ligt, waarvan één van de functies zou zijn, de huidige weg van een deel van het huidige en toekomstige verkeer te ontlasten;

Gelet op de verschillende functies die het Waalse Ministerie van Uitrustingen en Vervoer voor de nieuwe verbinding onderkend heeft, namelijk die van internationale verbindingsweg waarlangs het doorgangsverkeer bezuiden Charleroi geleid en naar het Waalse autowegennet gericht kan worden of die van nationale verbindingsweg waarlangs het verkeer dat de rand rond Charleroi opzoekt, aangetrokken kan worden en waar de plaatselijke verkeersstromen richting de hoofdweg aan de buitenkant van Charleroi opgevangen kunnen worden;

Overwegende dat de huidige N5 de hoofdtoegangsweg tot het centrum van Charleroi blijft voor al het verkeer uit de zuidelijke rand;

Overwegende dat het baanvak tussen het zuiden van de agglomeratie Charleroi en Charleville-Mézières niet aangepast is aan het adequate profiel dat in staat is om het drukke, onder andere internationale verkeer in de veiligste, vlotste en meest doeltreffende omstandigheden op te vangen;

Overwegende dat de Waalse Regering bij beslissing van 29 oktober 1998 de wijziging van het gewestplan Philippeville-Couvin definitief heeft goedgekeurd met betrekking tot de opnemingen van de lus rond Couvin en de verlenging ervan door de verbindingsweg Couvin-Brüly, die beide een schakel zijn in de verbinding tussen Charleroi en Charleville-Mézières;

Overwegende dat de internationale verbindingsweg Rotterdam-Marseille op Frans grondgebied bovendien reeds verbeteringen heeft ondergaan;

Overwegende dat er in de huidige fase van de behandeling van het dossier verschillende tracés voorliggen voor de verwezenlijking van bedoelde verbinding; dat bedoelde tracés nader onderzocht dienen te worden;

Overwegende dat het passend is om in een oppervlakte voor reservatie te voorzien aan weerskanten van elk van bedoelde tracés zodat ze later op de technische en milieutechnische plannen eventueel fijner aangeduid kunnen worden;

Overwegende dat de Waalse Regering akte genomen heeft van het verslag dat haar voor werd gelegd, waardoor de oppervlaktes voor reservatie van verschillende tracés waarin voorzien moet worden op de gewestplannen Charleroi en Philippeville-Couvin, vastgesteld kunnen worden;

Overwegende dat de gedelegeerd ambtenaar overeenkomstig artikel 108, § 3, van het Wetboek, wanneer de herziening van het plan beslist is, een ongunstig advies kan uitbrengen in afwijking van het geldende gewestplan;

Overwegende dat bijgevolg de nodige maatregelen getroffen dienen te worden om te voorkomen dat er bouwwerken opgetrokken worden op die delen van het grondgebied die in aanmerking komen voor de tracés en hun oppervlakte voor reservatie;

Overwegende dat de zorg voor democratisch verantwoorde en transparante beslissingen inzake ruimtelijke ordening een werkelijke betrokkenheid van de bevolking bij het beslissingsproces inhouden zodra dat proces op gang komt, wat in deze omstandigheden gelijkstaat met een betrokkenheid vanaf de voorbereiding van de voorontwerpen tot herziening van de gewestplannen Charleroi en Philippeville-Couvin;

Overwegende dat de Regering krachtens artikel 4 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium de mogelijkheid heeft om te beslissen over alle bijkomende vormen van bekendmaking en raadpleging;

Overwegende dat een voorafgaande en vrijwillige raadpleging van een breed publiek, hoewel deze procedure niet voorzien is bij de artikelen 42 tot en met 44 van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium, in dit dossier van bijzonder belang kan zijn, enerzijds, voor het goede verloop van de procedure verbonden aan de uitgifte van een stedenbouwkundige vergunning en, anderzijds, om te voorkomen dat de algemene lokalisatie van de infrastructuur in een ver gevorderd stadium ter discussie wordt gesteld;

Overwegende dat bij het ontwerp tot aanleg van de E420, die door een publiekrechtelijke rechtspersoon overwogen wordt, voorkomen dient te worden dat de keuze van het tracé die bij de definitieve goedkeuring van de gewestplannen wordt gemaakt, ter discussie wordt gesteld tijdens de fase waarin de verplichte raadpleging van het publiek over de aanvraag tot stedenbouwkundige vergunning plaatsvindt zoals voorzien bij artikel 27, § 1, van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 31 oktober 1991 tot uitvoering van het decreet van 11 september 1985 houdende organisatie van de milieu-effectbeoordeling in het Waalse Gewest;

Overwegende dat het gelet op huidig dossier bijgevolg verstandig is om bij de vaststelling van de voorontwerpen tot wijziging van de gewestplannen rekening te houden met de uitslagen van de deelname van het publiek en met de geloofwaardige alternatieven die tijdens de vrijwillige voorafgaande raadpleging geuit worden. Het is immers zaak om te waarborgen dat bedoelde eventuele alternatieven voor het tracé dat voorgesteld wordt door het Waalse Ministerie van Uitrustingen en Vervoer onderzocht worden in het kader van de milieueffectenstudie waaraan het voorontwerp van het gewestplan onderworpen wordt in toepassing van artikel 42, derde lid, van het Wetboek. Er dient immers rekening te worden gehouden met het arrest nr. 79.736 dat de Raad van State op 1 april 1999 heeft uitgesproken en waarbij de uitvoering van de stedenbouwkundige vergunning die uitgegeven werd voor de afwerking van de RN25 opgeschort wordt; dat de beslissing om voor de toepassing van artikel 108, § 3, zowel ten oosten als ten westen van de huidige N5 tracés in aanmerking te laten komen, van bijkomend belang is met het oog op de organisatie van bedoelde voorafgaande raadpleging;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu;
Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. § 1. De Regering beslist om het gewestplan Charleroi en het gewestplan Philippeville-Couvin aan herziening te onderwerpen met het oog op de opnemings van een ontwerp-tracé voor een snelverkeersweg met breed profiel tussen Charleroi en Somzée.

§ 2. De oppervlaktes bedoeld in § 1 worden afgebakend op bijgevoegde plattegrond met betrekking tot de bladen nrs. 46/7, 46/8, 52/3 en 52/4 van het gewestplan Charleroi en de bladen nrs. 52/4 en 52/8 van het gewestplan Philippeville-Couvin, op het grondgebied van de gemeenten Charleroi, Ham-sur-Heure-Nalinnes, Gerpennes, Châtelet en Walcourt.

§ 3. De plattegrond ligt ter inzage bij het Ministerie van het Waalse Gewest, Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium, Directie Henegouwen II, rue de l'Ecluse 22, 6000 Charleroi, en Directie Namen, place Léopold 3, 5000 Namen.

Art. 2. § 1. Het milieueffectenonderzoek wordt voorafgegaan door een vrijwillige openbare raadplegingsfase volgens de regeling voorzien bij de §§ 2, 3, 4, 5 en 6 van dit artikel.

§ 2. Het Waalse Gewest maakt een dossier aan de gemeentebesturen van Charleroi, Ham-sur-Heure-Nalinnes, Gerpennes, Châtelet en Walcourt over, met volgende documenten :

1° het besluit van de Waalse Regering waarbij de opmaking van een milieueffectenonderzoek voorgeschreven en waarbij de inhoud van de bijgevoegde plattegronden vastgesteld wordt;

2° een afschrift van het schrijven waarmee het Waalse Gewest kennis geeft van de auteur die voor het onderzoek gekozen is.

§ 3. Binnen de acht dagen vanaf de ontvangst van de documenten bedoeld in § 2 en tijdens een periode van dertig dagen worden door de gemeentebesturen berichten aangeplakt die overeenstemmen met het model in bijlage I bij dit besluit :

1° zij worden aangeplakt op de gewone aanplakkingspunten;

2° zij worden aangeplakt op drie punten in de nabijheid van de plaats waar het ontwerp verwezenlijkt dient te worden, langs een openbare berijdbare of doorgangsweg.

De berichten worden in het zwart gedrukt op vellen geel papier die minstens 35 dm² groot zijn.

Tijdens de gehele periode waarin de berichten aangeplakt blijven, moeten ze volledig zicht- en leesbaar blijven.

§ 4. Tijdens de dertig dagen te rekenen vanaf het begin van de aanplakking kunnen de documenten bedoeld in § 2 op de gemeentebesturen worden ingezien.

§ 5. Tussen de zesde en de vijftiende dag te rekenen vanaf het begin van de aanplakking belegt elk gemeentebestuur een informatievergadering waarop de bevolking uitgenodigd wordt.

Tot die vergadering worden eveneens opgeroepen :

1. de Waalse Regering;
2. de auteur van het milieueffectenonderzoek voortvloeiende uit de gewestplannen;
3. de bevoegde overheid;
4. de bevoegde besturen;
5. de gemeenteraad die hoogstens twee van zijn leden mag afvaardigen,

welke zich mogen laten vertegenwoordigen.

De vergadering heeft tot doel :

1° de gelegenheid te geven om het ontwerp voor te stellen;

2° de bevolking de gelegenheid te geven om inlichtingen in te winnen en voorstellen te uiten in verband met het ontwerp.

De burgemeester of diens vertegenwoordiger zit de vergadering voor en notuleert ze.

§ 6. Tijdens de aanplakkingstermijn zal elkeen schriftelijk, met vermelding van naam en adres alternatieven kunnen voorstellen met betrekking tot het initiële ontwerp.

§ 7. Binnen de vijf dagen na afloop van de aanplakkingstermijn geeft het gemeentebestuur kennis aan de personen en bevoegdheden bedoeld in § 5, tweede lid, van de notulen van de informatievergadering en een afschrift van de alternatieven die overeenkomstig § 6 zijn voorgesteld.

Binnen dezelfde termijn geeft het gemeentebestuur kennis van dezelfde documenten aan de andere personen die de informatievergadering hebben bijgewoond en die hun aanwezigheid hebben laten akteren in de notulen.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag van diens bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 4. De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 oktober 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

BIJLAGE

Beslissing van de Waalse Regering om de gewestplannen Charleroi en Philippeville-Couvin aan een herziening te onderwerpen met het oog op de opnemings van een ontwerp-tracé voor een brede snelverkeersweg bezuiden Charleroi op het baanvak tussen Charleroi en Somzée

VRIJWILLIGE RAADPLEGING VAN HET PUBLIEK

BERICHT AAN DE BEVOLKING

Het gemeentebestuur van licht de bevolking in over het feit dat de Regering beslist om het gewestplan CHARLEROI en het gewestplan PHILIPPEVILLE-SOMZEE aan een herziening te onderwerpen met het oog op de opnemings van een ontwerp-tracé voor een brede snelverkeersweg bezuiden Charleroi op het baanvak tussen Charleroi en Somzée.

De oppervlaktes bedoeld in § 1 worden afgebakend op bijgevoegde plattegrond met betrekking tot de bladen nrs. 46/7, 46/8, 52/3 en 52/4 van het gewestplan Charleroi en de bladen nrs. 52/4 en 52/8 van het gewestplan Philippeville-Couvin, op het grondgebied van de gemeenten Charleroi, Ham-sur-Heure-Nalinnes, Gerpennes, Châtelet en Walcourt.

De plattegrond ligt ter inzage bij het Ministerie van het Waalse Gewest, Directoraat-generaal Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Patrimonium, Directie Henegouwen II, rue de l'Ecluse 22, 6000 Charleroi, en Directie Namen, place Léopold 3, 5000 Namen.

Voor bedoelde beslissing moet nog een milieueffectenonderzoek voortvloeiende uit de gewestplannen worden opgemaakt.

Om ervoor te zorgen dat in dat onderzoek rekening wordt gehouden met de wensen en de voorstellen van de bevolking wordt eenieder uitgenodigd om :

1° volgende documenten te raadplegen :

a) het besluit van de Regering van 4 oktober 2001 waarbij beslist wordt om de gewestplannen CHARLEROI en PHILIPPEVILLE-COUVIN aan een herziening te onderwerpen met het oog op de opnemings van een ontwerp-tracé voor een brede snelverkeersweg bezuiden Charleroi op het baanvak tussen Charleroi en Somzée;

b) de inhoud van het milieueffectenonderzoek;

c) de plattegrond bijgevoegd bij het besluit van de Regering;

op volgend adres :

op de volgende dagen en uren :

2° een informatievergadering bij te wonen die door het gemeentebestuur gehouden zal worden op volgende adres :

op om uur

3° schriftelijk zijn voorstellen voor alternatieven in te dienen, en ze te richten

aan vóór

De gemeentesecretaris,

De burgemeester,

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering waarbij beslist wordt om de gewestplannen Charleroi en Philippeville-Couvin aan een herziening te onderwerpen met het oog op de opnemings van een ontwerp-tracé voor een brede snelverkeersweg bezuiden Charleroi op het baanvak tussen Charleroi en Somzée,

Namen, 4 oktober 2001.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET